

ÉRPENT

Révision du P.P.A. n° 1 approuvé par A.R. du 17.02.1971

Prescriptions urbanistiquesArt. 1 - zone d'habitation ouverte

- a) Destination : - zone affectée à l'usage d'habitations unifamiliales isolées;
- les commerces y sont interdits.
- b) Implantation : - les lots auront une largeur minimum de 18,00 m mesurée sur le front de bâtisse;
- les façades latérales des habitations seront situées à 3,00 m minimum des limites mitoyennes;
- les façades principales des habitations seront obligatoirement sur le front de bâtisse;
- toute parcelle construite possédera soit un garage attenant à l'habitation et faisant corps avec celle-ci, soit une zone de parcage dans la zone de recul.
- c) Gabarits : - un étage est autorisé;
- les toitures seront à versants avec une pente comprise entre 25° et 60°. Les panneaux solaires sont autorisés;
- les toitures à la mansard sont proscrites.

- D) Matériaux : - Les 4 façades des habitations seont en matériau dur.
Ceux-ci seront soit des moëllons de grès ou de calcaire, soit de briques rugueuses de ton rouge-brun.
- Les blocs préfabriqués sont autorisés en parement à condition d'être enduits d'un crépi dans les tonalités blanches.
 - Toutes les maçonneries hors toit seront de même matériau que celui dominant dans la façade.
 - La couverture de la toiture sera soit en ardoises naturelles, soit en asbeste-ciment format ardoise naturelle, de ton moir ou gris foncé.
 - Les tuiles noires mates sont autorisées.

Art. 2. Zone d'immeuble à appartements.

- En conformité avec l'autorisation accordée le 28 octobre 1975. Le nombre d'étages est limité à 7, mais peut être inférieur.

Art. 3. Zone commerciale

- Destination

Cette zone est destinée à la construction d'immeuble comportant essentiellement des commerces de petites et moyennes surfaces à l'exclusion de supermarché. Sont autorisés également des bureaux et les logements nécessaires à la gestion des commerces ou l'exercice des professions.

- Gabarit et implantation

Le gabarit général ne dépassera pas 2 niveaux, soit ± 7 m. hors sol. L'implantation est libre sur la zone, mais il sera observé une zone de recul de 6 m. sur l'alignement.

L'occupation des constructions ne dépassera pas 50% de la surface de la zone, l'autre moitié étant destinée aux aires de parking extérieur et des especes verts, ces derniers en couvrant au moins la moitié. Le nombre d'emplacements de parkings sera conforme aux dispositions ministérielles en la matière.

- Equipements.

Tous les équipements nécessaires au fonctionnement de la zone commerciale tels que : eau, électricité, voiries d'accès et intérieures, l'éclairage, les signalisations, aménagements des abords, clôtures, etc... sont à charge des propriétaires ainsi que tous les entretiens qui en découlent.

- Publicité.

La publicité est soumise à autorisation et fera l'objet d'une demande au Collège des Bourgmestre et Echevins.

ART.4. Zone à destination publique.

- A) La zone située à l'Ouest de l'allée de la Closerie est réservée à un établissement scolaire comprenant : bâtiments scolaires et tous bâtiments nécessaires au fonctionnement de l'école tels que : logement pour la communauté, cours, terrains de sports, etc... Les implantations des bâtiments dans cette zone sont libres mais leurs emprises totales au sol ne pourront dépasser plus de la moitié de la superficie du terrain. Le gabarit en hauteur est limité à 2 étages.
- B) Le terrain situé à l'Est de l'allée de la Closerie est réservé à un terrain de sport avec pavillon "vestiaires-sanitaires".
Les clôtures le long des propriétés privées seront constituées de haies vives de 2,00 m de hauteur maximum placées derrière une éventuelle clôture en treillis métallique d'une hauteur maximum de 2,00 m.
- C) La zone située au Nord du Collège est réservée à l'implantation éventuelle d'une centre paroissial.

ART. 5. Zone de recul sur alignement.

A) Jardinnet : - La zone de recul sera aménagée et entretenue en jardinnet.

- Ceux-ci seront constitués de pelouses ornées de parterres de fleurs et d'arbustes, les plantations à haute tige sont interdites lorsqu'elles dépassent 6 m et devront s'implanter au minimum à 2 m de toute limite .
- Les grandes surfaces en matériau dur sont interdites, à l'exception d'une surface de passage ou de stationnement pour voiture : d'un piétonnier et d'un trottoir de propreté de 1,50 m de largeur le long de la façade.

B) Clôture : - Les clôtures à rue auront un maximum de 1,20 m de hauteur elles seront constituées de haies vives.

- Des pilastres en matériau dur idem à la façade, d'une base maximum de 0,50 X 0,50 et d'une hauteur de 1,20 m, sont autorisées pour recevoir les scellements du portillon, un de ces pilastres sera aménagé pour servir de boîte aux lettres.
- Aucun autre type de boîte aux lettres ne sera autorisé.

ART. 6. Zone de cours et jardins.

- Toutes les limites des propriétés jouxtant un chemin piétonnier seront constituées d'une haie vive de 2,00 m de hauteur maximum
- Les clôtures entre propriétés seront en haies vives ; en fils ou treillis métallique de 2,00 m de hauteur maximum.
- Seule la construction de petits pavillons de jardin d'une surface maximum de 10,00 m² et de 2,50 m de hauteur sera autorisée, et construits avec les mêmes matériaux que l'habitation.
- Ils ne pourront être attenants aux bâtiments principaux, et seront implantés à 3,00 m minimum de toute limite mitoyenne.
- Les annexes et pavillons existants pourront être maintenus mais sans extension.

Art. 7 : zone de plaine de jeux.

Elle est réservée aux équipements pour les jeux extérieurs. Ils ne pourront toutefois pas occuper plus de la moitié de la zone, l'autre moitié étant réservée aux aires de parcs.

Art. 8 : zone d'habitation ouverte avec rez-de-chaussée commercial.

a) Destination

- zone affectée à l'usage de commerce éventuel au rez-de-chaussée avec habitation.

Par commerce, il y a lieu d'entendre qu'il s'agit de dépôts, librairie, ... et d'exclure toutes installations demandant la mise en place de machines pour la fabrication ou confection de marchandises.

b) Implantation

c) Gabarit

d) Matériaux

Idem art. 1.

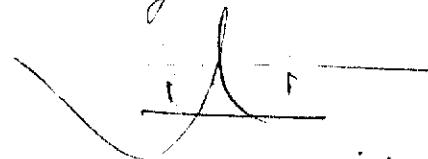
e) Publicité

La publicité est soumise à autorisation et fera l'objet d'une demande au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Dispositions générales

- Toute publicité commerciale ou autre est interdite sauf sur les panneaux prévus à cet effet placés par la commune;
- sur proposition du Collège Echevinal, des dérogations aux prescriptions ci-dessus pourront être accordées sur base des dispositions légales en la matière.

Le Chef de Division Technique,



G. JACQUIN

Vu et adopté provisoirement par le Conseil communal, en sa séance du 27 juillet 1982

Le Secrétaire communal ff.,

Pr le Bourgmestre:
Un Echevin,

Le Collège des Bourgmestre et Echevins certifie que le présent ^(document) a été déposé à l'examen du public à la Maison communale, pendant la période du 13 septembre au 13 octobre 1982.

Le Secrétaire communal ff.,

Pr le Bourgmestre:
En Echevin,

Vu et adopté définitivement par le Conseil communal, en sa séance du 19 décembre 1984.

Le Secrétaire communal ff.,

Pr le Bourgmestre:
Un Echevin,

Vu pour être annexé à l'arrêté
du 16 octobre 1985

Le Ministre des Technologies nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du
Territoire et de la Forêt, pour la Région

~~MELCHIOR~~ WATHELET